

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Nouvelle facilité AFD-Afreximbank pour la mise en œuvre d'une stratégie climat
Burundi	Très peu de progrès en matière de droits de l'homme, selon l'ONU
Comores	L'Union des Comores en marche pour une adhésion à l'OMC
Djibouti	Protocole d'accord entre les groupes Accor et Kamaj pour trois projets hôteliers
Erythrée	Déficit de financement pour une campagne contre la malnutrition de l'UNICEF
Ethiopie	6,3 Mds USD de recettes fiscales en 2019/20
Kenya	Les transferts de la diaspora en augmentation sur 2020 malgré la crise
Madagascar	Progression dans l'apurement des arriérés de l'Etat envers les pétroliers
Maurice	Récession de 13 % cette année et un rebond de 7,5 % l'an prochain selon la BoM
Ouganda	Réouverture de l'aéroport et des frontières terrestres après six mois de fermeture
Rwanda	Contraction du PIB dépassant les 12 % au deuxième trimestre 2020
Seychelles	La société de courtage de produits dérivés <i>Equiti</i> s'implante aux Seychelles
Somalie	Première revue satisfaisante du programme de Facilité Elargie de Crédit du FMI
Soudan	Approbation d'un nouveau programme FMI
Soudan du Sud	36 MUSD auraient été détournés selon la Commission des droits de l'Homme de l'ONU
Tanzanie	Un appel d'offres sur la construction de lignes électrifiées à haute-tension attendu

Actualités Régionales

Covid19 : Évolution de la situation sanitaire régionale.

Après une baisse de trois semaines consécutives, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires sur la zone AOEI a augmenté de 11 % cette semaine, alors qu'on enregistre une baisse de 2 % à l'échelle mondiale. Une forte progression est enregistrée au Kenya (+1142 contre +866 la semaine dernière) et en Ethiopie (+4569 contre +4243 la semaine dernière). En Somalie, le nombre de nouveau cas connaît un pic record de 187 personnes positives en une semaine (contre 25 la semaine précédente). Ce record devance le pic de 103 cas en une semaine enregistré début juillet. A noter que les cas continuent de diminuer à Madagascar (+237) et aux Comores (+4).

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril ; les émeutes en Ethiopie ont perturbé la communication régulière sur le suivi de l'épidémie.

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	13/9	20/9	28/9	13/9	20/9	28/9
Burundi	472	473	484	1	1	1
Comores	456	470	474	7	7	7
Djibouti	5 394	5 401	5 409	61	61	61
Erythrée	361	364	375	0	0	0
Ethiopie	63 888	68 131	72 700	996	1 089	1 165
Kenya	35 963	36 829	37 971	619	646	689
Madagascar	15 737	16 020	16 257	210	219	229
Maurice	361	367	367	10	10	10
Rwanda	4 565	4 671	4 811	22	25	29
Seychelles	135	139	141	0	0	0
Somalie	3 376	3 401	3 588	98	98	99
Soudan du Sud	2 578	2 642	2 686	49	49	49
Soudan	13 470	13 535	13 606	834	836	836
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	4 703	6 017	7 364	52	63	71
Total AEOI	151 968	158 969	166 742	2 980	3 125	3 267

Nouvelle facilité entre l'AFD et l'Afreximbank (AEIB) pour la mise en œuvre d'une stratégie climat.

D'un montant de 150 MEUR, l'objectif de cette facilité signée entre l'Agence AFD au Caire et l'AEIB est d'accompagner l'AEIB dans la mise en place de changements structurels en faveur d'investissements sobres en carbone et résilients tout en mettant à disposition des instruments de la finance climat. Signée en juillet 2020, cette convention de financement se décompose en 3 tranches de décaissement de 50 MEUR annuels dont la première interviendra dès la fin de l'année 2020. Alors que 54 pays africains se sont engagés dans la Zone de libre-échange africaine, cette facilité AFD-Afreximbank contribuerait au renforcement de la compétitivité et de la résilience du continent à long-terme.

Actualités pays

BURUNDI

Très peu de progrès en matière de droits de l'homme, selon la Commission d'enquête de l'ONU.

Selon le quatrième rapport de la Commission d'enquête sur le Burundi, l'espoir suscité par l'élection d'un nouveau chef d'Etat en juin 2020 n'est pas, pour le moment, synonyme de réorientations politiques. Les enquêteurs dénoncent la persistance de la quasi-totale impunité dont jouissent les membres du gouvernement et ceux de la ligue des jeunes, les *Imbonerakure*, soupçonnés de violences dans les zones rurales. Le gouvernement burundais a accusé la Commission de produire des rapports diffamatoires. Pour rappel, cette Commission d'enquête a été créée en 2016 à la suite des violences ethniques commises lors des élections de 2015 où le président sortant Nkurunziza avait décidé de briguer un troisième mandat. Depuis, le Burundi compte 300 000 déplacés dans les pays voisins.

COMORES

L'Union des Comores en marche pour une adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Suite à la demande d'adhésion effectuée en février 2007, la cinquième réunion du Groupe de travail de l'accession des Comores à l'OMC s'est tenue le 14 septembre. Après la signature récente de trois accords bilatéraux sur l'accès au marché et avec quatre négociations en cours, les efforts des Comores ont été salués par les membres de l'OMC qui ont également appelé le pays à mettre en place une législation propre au commerce. Le gouvernement comorien a renouvelé son souhait d'avancer rapidement afin de permettre une adhésion de l'archipel à l'OMC lors de la prochaine conférence ministérielle qui pourrait se tenir en juin 2021 au Kazakhstan.

DJIBOUTI

Signature d'un protocole d'accord entre les groupes Accor et Kamaj pour trois projets hôteliers.

D'une durée de 20 ans, trois contrats ont été signés entre les groupes Accor et Kamaj pour la rénovation sous la marque Accor de deux hôtels (Les Acacias et Ciel Plein) ainsi que pour la construction d'un *Pullman Living*. Estimés entre 25 et 30 MUSD, les travaux entrepris par des architectes turcs devraient aboutir en janvier 2023. En négociation pour la signature d'un contrat de management hôtelier, Accor a choisi le marché francophone djiboutien pour son récent dynamisme lié à ses projets portuaires. Présent également dans 14 pays en Afrique, ces initiatives renforcent la présence du groupe français en Afrique de l'Est.

ERYTHREE

Déficit de financement pour une campagne contre la malnutrition de l'UNICEF.

Alors que l'UNICEF a fait un appel aux dons de 18,8 MUSD en 2020 afin de soutenir les populations vulnérables en Érythrée, seulement 7,4 MUSD ont été obtenus, soit 39 % des besoins. D'après le dernier rapport de l'UNICEF, 27 700 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition ont été traités en 2020. Néanmoins, sans financement additionnel, les volets de protection, d'éducation et d'accès à l'eau du projet seront compromis. L'Érythrée est 182^{ème} sur 189 au classement de l'indice de développement humain en 2019 et plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition.

ETHIOPIE

6,3 Mds USD de recettes fiscales en 2019/20. Sur l'exercice budgétaire 2019/20, l'Éthiopie a perçu 6,3 Mds USD (234 Mds ETB) de recettes fiscales. Si ces résultats marquent une progression de 18 % par rapport à l'exercice précédent (198 Mds ETB) en monnaie locale, ils restent en deçà de l'objectif de 270 Mds ETB fixé initialement. Compte tenu de l'inflation et du change, ils s'inscrivent cependant en diminution en USD (6,9 Mds en 2018/19). Le principal contributeur est *Ethio Telecom* (585 MUSD) loin devant la *Commercial Bank of Ethiopia* (241 MUSD) et les acteurs privés tels que *Salini Impregilo* (127 MUSD), *Heineken* (65 MUSD) et *BGI* (62 MUSD). L'accroissement des recettes fiscales constitue l'une des priorités du gouvernement qui espère percevoir 272 Mds ETB en 2020/21 (+16 % par rapport aux résultats 2019/20). Le ratio des revenus du gouvernement sur le PIB atteint 10,7 % selon le FMI, un chiffre en nette diminution depuis 2016 (15,9 %), et parmi les plus faibles d'Afrique.

KENYA

Les transferts de la diaspora en augmentation sur 2020 malgré la crise. A fin août 2020, les transferts de la diaspora cumulés sur les huit premiers mois de l'année sont en progression de 6,6 % par rapport à la même période en 2019. Ces résultats dénotent des prévisions du FMI de mai 2020 qui tablaient sur une diminution de 2,5 %, soit un montant d'environ 2,7 Mds USD. Si ces transferts ont progressé de 18,6 % par an en moyenne entre 2010 et 2018, leur croissance avait connu un coup d'arrêt lors de la crise des *subprimes*, passant d'une croissance de 40,7 % en 2007 à 3,9 % entre 2008 et 2010. Si la tendance actuelle se prolonge, ils pourraient atteindre 3,0 Mds USD sur l'année. Cette progression est principalement liée à l'augmentation des flux en provenance d'Amérique du nord qui représentent plus de la moitié des transferts et progressent de près de 20 %.

Vers un accord économique bilatéral entre le Kenya et le Royaume-Uni. Cette décision du gouvernement kenyan fait suite aux retards pris par la Tanzanie et l'Ouganda pour rejoindre le Kenya dans les négociations de l'accord commercial en tant que bloc régional. Le *Brexit*, prévu pour le 31 décembre 2020, mettra en effet un terme à l'accord actuel entre le Royaume-Uni et la CAE qui octroie à ces derniers une exemption de taxes et de quotas pour entrer sur le marché britannique. Le Kenya devrait ainsi poursuivre les négociations seul, tout en laissant la possibilité aux autres pays de la CAE de l'y rejoindre.

MADAGASCAR

Progression dans l'apurement des arriérés de l'Etat envers les pétroliers. Le processus d'apurement des arriérés de l'Etat envers quatre compagnies pétrolières (Total, Galana, Jovena et Vivo) se poursuit. Selon l'Office Malgache des Hydrocarbures (OMH), ces arriérés ont diminué de moitié en fin 2019 et juillet 2020, passant de 38 MEUR (172 Mds MGA) à 18 MEUR (83 Mds MGA). L'OMH prévoit un apurement du montant total d'ici décembre 2020 au lieu d'octobre 2020. En effet, le remboursement a été ralenti par i) le reconfinement des grandes villes du pays début juillet, qui a entraîné une forte baisse de la consommation de carburants et ii) une stabilisation des cours internationaux du baril à 45 USD. Par ailleurs, l'arrêté portant sur la structure des prix des carburants est toujours attendu.

MAURICE

Récession de 13 % cette année et un rebond de 7,5 % l'année prochain selon la Banque centrale de Maurice (BoM). La BoM a maintenu le taux directeur à 1,85 %. Elle a estimé que le manque à gagner en termes de devises étrangères induit par la pandémie s'établissait à 1,25 Md EUR (58 Mds MUR). Le déficit de la balance courant pourrait atteindre 14 % du PIB en raison du ralentissement de l'industrie touristique et des exportations de biens et de services. Le Gouverneur a également indiqué que la récession atteindrait 13 % cette année, avec un rebond qui pourrait s'établir à 7,5 % l'année prochaine. Les services de la Banque projettent une inflation à 2,5 % l'année prochaine. Les réserves en devises étrangères du pays s'élèvent à 6,93 Mds USD à ce jour, soit 12,6 mois d'importations de biens et de services.

UGANDA

Réouverture de l'aéroport et des frontières terrestres après six mois de fermeture. Dans son discours du 20 septembre, le président Museveni a annoncé la réouverture de l'aéroport international d'Entebbe, après une fermeture de plus de six mois dans le cadre de mesures visant à endiguer la propagation de la Covid-19. Tous les passagers, ougandais et touristes, arrivant dans le pays devront être en possession de résultat de test PCR négatif, effectué par un laboratoire accrédité dans le pays d'origine moins de 72 heures avant le départ. Les touristes devront être pris en charge dès leur arrivée par leur agence de voyage qui veillera à réduire les contacts avec les résidents ougandais. L'aéroport international d'Entebbe a été fermé au trafic de passagers depuis le mois de mars, à l'exception des vols d'évacuation, de rapatriement et du fret. La fermeture a durement touché le tourisme, qui repose principalement sur l'aviation.

RWANDA

Contraction du PIB dépassant les 12 % au deuxième trimestre 2020. Le PIB a chuté de 12,4 % entre avril et juin, selon les derniers chiffres de l'Institut national des statistiques (NISR). Cette contraction est attribuée aux mesures mises en place pour contenir la propagation de la Covid-19, avec notamment un confinement total du 21 mars au 1^{er} mai. L'industrie, qui représente 19 % du PIB, a connu une baisse de 19 % due à une réduction généralisée des activités de transformation et de production industrielle et une très forte baisse des activités minières. Les services, qui représentent 45 % du PIB, ont connu une contraction de 16 %, avec la plus forte baisse de la valeur ajoutée dans le secteur hôtelier et les transports, compensée par une hausse de la production de services de santé et des télécommunications. L'agriculture, qui représente 28 % du PIB, est le secteur le moins impacté, avec une baisse de 2 %, due à une très forte baisse de la production de café et des exportations.

SEYCHELLES

La société de courtage de produits dérivés Equiti s'implante aux Seychelles. La société de conseil financier et de courtage de produits dérivés *Equiti Brokerage Seychelles Ltd*, filiale du groupe *Equiti* basé en Jordanie, a obtenu une licence de la *Financial Services Authority* (FSA) mi-septembre, lui permettant d'exercer aux Seychelles. Le groupe est déjà implanté au Royaume-Uni, aux Emirats-Arabis Unis et en Arménie. Il s'agit de sa deuxième implantation dans la zone Afrique de l'Est et de l'Océan Indien après le Kenya, à travers un partenariat conclu en juin dernier entre son autre filiale *EGM Securities* et la banque d'investissement *Genghis Capital*, filiale du kenyan *Pamoja Capital*.

SOMALIE

Première revue satisfaisante du programme Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI. Selon les premières conclusions de la mission du fonds en septembre 2020 sur le programme FEC, la récession ne devrait pas être aussi forte que les premières estimations d'une contraction du PIB de 2,5 % en 2020. Malgré la crise sanitaire et les inondations, les autorités somaliennes ont maintenu leur engagement en faveur des réformes et ont réalisé des progrès satisfaisants. L'intégralité des *benchmarks* structurels de juin ont été atteints. Seul un critère de performance quantitatif portant sur les revenus cumulés au mois de juin reste inférieur à l'objectif du programme (99 MUSD contre 109 MUSD).

SOUDAN

Approbation d'un nouveau programme FMI au Soudan. Le Conseil d'administration du FMI s'est réuni le 23 septembre 2020 pour examiner la demande d'un programme dit *Staff Monitored Program* (SMP) de qualité supérieure par les autorités soudanaises. Le Conseil a donné son accord à la mise en place de ce programme de 12 mois (de juillet 2020 à juin 2021) avec des révisions semi-annuelles. La première revue est attendue pour mars 2021. Ce programme sans financement établit un calendrier de réformes macroéconomiques et structurelles ambitieux (réforme des taux de change et du secteur monétaire, levée

des subventions sur les carburants, exercice de consolidation fiscale et amélioration de la gouvernance), que les services du FMI considèrent comme étant de qualité supérieures, un des prérequis nécessaires pour le déclenchement de l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE).

Aide de 160 MEUR de l'UE et d'Etats Membres au Programme d'appui aux familles. Lancé officiellement le 15 septembre dernier, ce programme d'appui budgétaire, porté par un fonds fiduciaire de la Banque Mondiale, vient d'être abondé d'un montant de 160 MEUR dont 93 MEUR de la part de l'UE et 77 MEUR de la part de plusieurs Etats membres, dont la France. Cette dernière, au travers de l'AFD, a ainsi approuvé une première tranche de 10 MEUR sur un engagement pris lors de la Conférence de partenariat de Berlin des Amis du Soudan de 60 MEUR. Ce programme de *cash transfer* permettra d'aider les familles soudanaises touchées par les réformes économiques et les conséquences de la pandémie.

Nouveau pic historique de l'inflation en août. L'inflation a atteint 167 % en glissement annuel au mois d'août contre 144 % au mois de juillet. Cette augmentation est due à la progression des prix des produits alimentaires (notamment les céréales et les viandes) et des transports. Les prévisions du FMI tablent, pour 2020, sur une inflation de 142 %. De son côté, le taux de change sur le marché parallèle connaît une période de turbulence, puisqu'il oscille depuis deux semaines dans une fourchette comprise entre 220 et 250 SDG, soit plus de quatre fois le taux officiel fixé par la Banque Centrale, alors que les autorités doivent annoncer très prochainement une unification de la majorité des taux de change officiels.

SOUDAN DU SUD

36 MUSD auraient été détournés selon la Commission des droits de l'Homme de l'ONU. Selon une déclaration de Yasmin Sooka, présidente de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU au Soudan du Sud, 36 MUSD de fonds publics provenant notamment du ministère des Finances et de l'Autorité nationale du Revenu, auraient été détournés depuis 2016 par « des politiciens de haut rang et des responsables gouvernementaux, ainsi que par un certain nombre d'entités liées au gouvernement ». Les fonds auraient en partie été blanchis par l'achat de propriétés à l'étranger « avec l'aide de sociétés internationales et de banques multinationales ». Cette accusation intervient quelques jours après que le président sud-soudanais Salva Kiir a démis de leurs fonctions plusieurs responsables du domaine économique et financier, dont le ministre des Finances et de la planification, Salvatore Garang Mabiordit.

TANZANIE

Un appel d'offres sur la construction de lignes électrifiées à haute-tension attendu. Un appel d'offres sur la construction de 2500 kilomètres de lignes électrifiées à haute-tension va bientôt être publié. Ce déploiement du réseau doit se faire grâce à 51 sous-stations supplémentaires, dont 30 nouvelles, pour desservir en particulier les zones rurales. Les études de faisabilité ont été réalisées avec le soutien de l'UE. Ce plan d'extension confirme les directives définies par le ministère de l'Energie et les lignes budgétaires mises en place dans la dernière Loi de Finances pour mieux alimenter les zones rurales, largement sous-équipées et nettement déficitaires sur le plan énergétique. Cette extension du réseau classique doit être accompagnée d'un déploiement de réseaux activés à l'énergie solaire.

Le gouvernement tanzanien va débloquer 8,7 MUSD pour mettre en œuvre des projets liés à l'eau. Environ 300 000 personnes devraient profiter d'un meilleur accès à l'eau grâce à la mise en œuvre de 31 nouveaux projets. La région méridionale du pays, comme bien d'autres régions, souffre de sérieuses carences en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement. Ces dernières années, l'effort aura été porté essentiellement sur les zones urbaines. Les projets prévus dès 2021 sont censés rééquilibrer la dotation en réseaux opérationnels au profit des populations villageoises.

CONTACTS

SER de Nairobi

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de Tananarive

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE d'Addis Abeba

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de Kampala

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE de Dar Es Salam

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de Khartoum

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



Ambassade de France au Rwanda

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

